

Démocratie

LES ÉCOLOGISTES À L'ÉPREUVE DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Chloé Alexandre, Guillaume Caline

17/11/2025

Une deuxième « vague verte » aura-t-elle lieu en 2026 ? Chloé Alexandre, chargée d'études sénior chez Verian, et Guillaume Caline, directeur Enjeux publics et opinion chez Verian, dressent un état des lieux des opportunités électorales pour le parti Les Écologistes aux prochaines élections municipales. Entre validation et remise en cause de l'écologie municipale, le parti mené par Marine Tondelier fait face à un contexte d'opinion peu favorable mais dispose, toutefois, de sérieux atouts dans les grands centres urbains, tels que Strasbourg, Grenoble ou encore Toulouse.

Les élections municipales de 2020 avaient été marquées pour Europe Écologie-Les Verts (EE-LV) par de nombreuses victoires, dont quelques-unes hautement symboliques, si bien qu'on avait pu parler à l'époque de véritable « vague verte ». À l'issue du scrutin, le parti écologiste se retrouvait ainsi à la tête de sept villes de plus de 100 000 habitants, contre seulement une auparavant. La plupart de ces grandes villes avaient été conquises à la droite et dans le cadre d'une union de la gauche à géométrie variable : Strasbourg, Annecy, Besançon, Bordeaux, Tours, Lyon venant ainsi s'ajouter à Grenoble, conquise dès 2014. Parallèlement à ces conquêtes comme tête de liste, **Europe Écologie-Les Verts intégrait ou réintérait la majorité municipale d'une dizaine de villes de plus de 100 000 habitants**, après avoir obtenu de (très) bons scores au premier tour et fusionné avec les socialistes, permettant une victoire commune : Brest, Nancy, Nantes, Rennes, Rouen, Villeurbanne, Paris, Marseille, Montpellier... Dans une poignée d'autres grandes villes, les écologistes réalisaient aussi de bons scores, s'installant comme force d'opposition face à une municipalité Parti socialiste (PS) (Saint-Denis, Dijon et Lille, où le second tour avait été particulièrement serré) ou comme leader de l'opposition de gauche dans une municipalité de droite (Toulouse, Metz). De manière moins visible enfin, EE-LV avait obtenu des scores honorables et en hausse tendancielle (en alliance ou en autonomie) dans de nombreuses villes moyennes et en avait remporté quelques-unes (Poitiers, Colombes).

Après une moisson 2020 particulièrement favorable – mais très concentrée sur les métropoles régionales –, **le scrutin de 2026 s'annonce sous de moins bons auspices pour Les Écologistes**

(nouveau nom d'EE-LV depuis 2023). Dans les municipalités où le parti est sortant, cette échéance fera office de véritable test²: il s'agira de valider, ou non, l'enracinement de l'écologisme municipal. Ailleurs, il s'agira de peser davantage au sein des alliances de gauche et/ou de conquérir de nouvelles villes. Si le potentiel de consolidation existe, les Écologistes semblent avoir davantage à perdre qu'à gagner – en particulier dans les grandes villes dont les résultats seront particulièrement commentés. Sur le plan national, le contexte est également moins porteur²: des résultats défavorables pourraient alors affaiblir la capacité du parti à peser au sein de la gauche, notamment à l'approche de la séquence électorale de 2027 lors de laquelle les Écologistes souhaitent présenter une candidature propre.

Municipales 2026 : validation ou remise en cause de l'écologisme municipal

Défendre les positions acquises : le bilan des équipes sortantes

Avant même de parler de nouvelles conquêtes, le principal enjeu pour les Écologistes en 2026 sera de conserver la majeure partie des villes acquises en 2020. Obtenir ces reconductions est particulièrement important pour ce parti à plus d'un titre.

- En premier lieu, cette campagne constitue un moment clé pour un parti qui valorise fortement l'échelon local de **démontrer concrètement – bilans à l'appui – ce qu'une majorité écologiste peut apporter de spécifique au niveau local**, en termes de priorités, de méthodes et de résultats ;
- **au-delà de cet enjeu territorial**, il s'agit plus largement pour les Écologistes de montrer **leur capacité à gouverner**, alors que leurs élus au Parlement européen comme au Parlement français sont **en position minoritaire et donc dans l'opposition depuis de nombreuses années maintenant** ;
- enfin, avoir été en responsabilité localement est particulièrement important pour les Écologistes dans la mesure où les communes sont des actrices clefs de la lutte contre le dérèglement climatique, faisant là aussi écho à l'identité politique de ce parti. Sachant que les Français sont particulièrement sensibles aux actions locales en matière de protection de l'environnement – où elles s'incarnent de manière visible –, les scores qu'obtiendront les listes écologistes sortantes refléteront directement le soutien populaire ou la sanction de l'écologisme municipal.

L'enjeu de défense du bilan concret des équipes sortantes est donc fort, et sera à n'en pas douter

au cœur des campagnes, avec des réalités différentes. Dans plusieurs grandes villes, le mandat des équipes écologistes a été marqué par des controverses qui ont fragilisé la position des maires sortants. À Strasbourg, par exemple, Jeanne Barseghian, qui a dû faire face à plusieurs polémiques depuis son élection (par exemple sur la subvention à la construction d'une mosquée portée par une association proche du pouvoir turc¹, ou sur la lutte contre l'antisémitisme²), semble en position délicate selon une enquête publiée par l'Ifop en septembre dernier³. À Bordeaux, Pierre Hurmic a également connu un mandat houleux. Les premières années ont été marquées par plusieurs décisions controversées, dont la suppression du sapin de Noël traditionnel de la place Pey-Berland fin 2020⁴ – décision qui avait suscité une vive polémique nationale et alimenté l'idée d'une « écologie punitive ». Plus récemment, sa décision d'armer la police municipale⁵ marque une inflexion notable par rapport aux positions traditionnelles du parti écologiste sur les questions sécuritaires, témoignant d'une forme de « pragmatisme gestionnaire » face aux attentes locales.

Plusieurs grandes villes ayant été conquises de justesse en 2020 face à la droite (Bordeaux et Annecy en particulier), il apparaît d'autant plus crucial pour les équipes sortantes de convaincre de l'efficacité concrète de leurs politiques pour élargir leur base électorale au-delà de leur seul socle militant. Dans ce contexte, s'appuyer uniquement sur la mécanique des alliances de gauche ne suffira pas à assurer leur reconduction : c'est bien le bilan tangible sur la qualité de vie, les services publics et la transition écologique qui sera jugé par les électeurs.

Les nouvelles conquêtes : s'imposer dans les villes moyennes ?

Mais l'objectif de sécurisation de l'ancrage local pour les Écologistes en 2026 ne se situe pas qu'au niveau des mairies sortantes. Il s'agit en effet pour eux, à l'occasion de ce scrutin, de s'inscrire durablement dans le paysage politique local pour en devenir un acteur incontournable – voire leader – à gauche. Au-delà des gains en parts électorales des alliances auxquelles ils participent, il s'agira pour eux de gagner davantage de villes ou *a minima* de visibilité, c'est-à-dire de renforcer leur capacité à constituer des alliances et à en prendre le leadership. En 2020, EE-LV n'avait le plus souvent obtenu des têtes de listes (et des mairies) que dans des conditions spécifiques : des listes unitaires à gauche dans les villes où la gauche était en position de *challenger* face à une équipe de droite sortante⁶. Un des objectifs de 2026 pour les Écologistes sera donc de faire bouger les lignes s'ils souhaitent s'établir comme la première force de gauche locale. Si le plafond semble presque atteint dans les métropoles régionales⁷, les villes de 50 à 100 000 habitants où les Écologistes disposent d'un électorat bien constitué présentent un potentiel important⁸.

Pour autant, capitaliser sur leur dynamique des municipales 2020 pour négocier les listes de 2026

s'avère périlleux pour les Écologistes. D'abord, la multiplicité des contextes locaux et les tensions locales avec le PS et/ou La France insoumise (LFI) peuvent compromettre des alliances et la fragmentation pourrait *in fine* affaiblir les scores écologistes. De plus, l'échec relatif des Écologistes lors des élections européennes de 2024 (par rapport à 2019) modère la force de leurs arguments dans le rapport de force interne à la gauche. Aux européennes de 2024, la liste écologiste menée par Marie Toussaint n'a ainsi obtenu que 5,5% des voix (contre 13,5% cinq ans plus tôt), derrière les listes menées par Raphaël Glucksmann pour le PS et Place publique (PS-PP) (13,8%) et par Manon Aubry pour LFI (9,9%).

Enfin, le calendrier électoral fait peser l'ombre de l'élection présidentielle de 2027 (ou d'une élection législative anticipée) sur les négociations entre les forces de gauche pour les municipales de 2026, avec des objectifs contradictoires : défendre les avantages de l'union de la gauche, mais protéger son identité et ses intérêts propres. Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes, a d'ailleurs annoncé fin octobre dernier sa candidature à l'élection présidentielle, tout en réclamant la tenue d'une primaire à gauche. Le dialogue avec les autres forces de gauche s'annonce quoi qu'il en soit complexe, dans un contexte où les relations sont devenues particulièrement instables ces dernières semaines. Après l'éclatement du Nouveau Front populaire (NFP), les Écologistes cherchent une voie de passage entre le PS qui cherche à soigner sa posture responsable et constructive en ne censurant pas le gouvernement Lecornu et LFI qui, à l'inverse, souhaite incarner une opposition plus radicale et le renverser.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Les municipales, tremplin ou frein pour 2027 ?

La lecture politique des résultats : un test pour les Écologistes

Les enseignements nationaux à tirer des élections municipales seront immanquablement scrutés, dès le soir du second tour, par les médias comme par les états-majors des partis. L'attention sera, de plus, toute particulière compte tenu de la proximité temporelle des municipales de 2026 avec l'élection présidentielle de 2027. Le récit des résultats qui en sera fait sera dès lors crucial pour

toutes les forces politiques en lice.

Or, l'interprétation « à chaud » des élections municipales tend souvent à se faire au travers d'un prisme déformant, en se focalisant sur les grandes villes et/ou quelques villes emblématiques où des personnalités nationales sont en lice. Cela peut conduire à surestimer le poids politique réel de certaines forces au niveau national et à minimiser des mouvements électoraux de plus grande ampleur, mais qui touchent des communes « sous les radars ». Ainsi, le basculement à gauche de Paris et de Lyon en 2001 avait pu masquer l'affaiblissement du PS dans de nombreuses villes moyennes, signe avant-coureur de la défaite de Lionel Jospin à la présidentielle l'année suivante.

Ce « miroir déformant » et la place plus importante accordée aux tendances observées dans les grandes villes sont à double tranchant pour les Écologistes.

- C'est en effet dans les grandes villes que les Écologistes réalisent leurs meilleurs scores à tout type d'élections, portés par une réalité sociologique qui leur est plus favorable : une population plus jeune et plus diplômée que la moyenne. Cela favorise donc une (très) bonne visibilité des Écologistes lors des élections municipales, relativement à leur poids électoral sur l'ensemble du territoire.
- Mais cela expose d'autant plus les Écologistes pour ce scrutin de 2026 : des défaites dans quelques grandes villes – par exemple Lyon, où le maire sortant apparaît particulièrement en difficulté selon notre enquête Verian pour *Mag2Lyon* réalisée au début de l'automne 2025 – seront vite interprétées comme un reflux de la « vague verte » de 2020⁹.

Une telle interprétation des résultats de 2026 pourrait affaiblir alors la capacité des Écologistes à peser à gauche dans la perspective de 2027.

Recomposer la gauche : quel espace pour les Écologistes ?

Les municipales pourraient être aussi pour les Écologistes l'occasion de revendiquer plus fortement leur leadership à gauche nationalement. Depuis leur constitution dans les années 1980, les Verts ont longtemps été un acteur plutôt périphérique de la vie politique, petite formation d'appoint, accompagnant d'autres forces politiques – en particulier le Parti socialiste – dans l'exercice du pouvoir.

Leur percée depuis 2009, où ils font jeu égal avec la liste du PS aux élections européennes (la liste portée notamment par Daniel Cohn-Bendit, Eva Joly et José Bové obtient 16,3% des voix), puis leur première victoire dans une grande ville en 2014 à Grenoble les a mis sur le devant de la scène. À

partir de 2017, le déclin du PS a en outre laissé un espace vide et un électorat en partie orphelin, objet de conquête pour les Écologistes mais qu'ils disputent aussi à LFI et à La République en marche/Renaissance (sur des segments distincts).

Mais les résultats électoraux des Écologistes ces dernières années ont été particulièrement erratiques et dépendants de la nature des scrutins. Les élections présidentielles ont souvent été une épreuve : en 2017, ils se rallient à la candidature de Benoît Hamon qui ne recueille que 6,4% des voix – et les législatives qui suivent sont une déroute pour eux (aucun député EE-LV n'est élu à l'Assemblée nationale). En 2022, Yannick Jadot ne recueille que 3,3% des voix, bien loin derrière Jean-Luc Mélenchon (22%), même s'il devance Anne Hidalgo (1,8%). Grâce à leur participation à la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), les législatives qui suivent sont plus favorables aux écologistes qui envoient 15 députés à l'Assemblée nationale (contre 53 pour LFI et 28 pour le PS).

Si les élections européennes leur sont traditionnellement plus favorables (ils sont la première liste à gauche aux européennes de 2019 avec 13,5% des voix), cela n'a pas été le cas de celles de 2024, où la liste conduite par Marie Toussaint a tout juste dépassé les 5%, derrière les listes PS-PP de Raphaël Glucksmann (13,8%) et LFI de Manon Aubry (9,9%). Si cette troisième position ne leur a pas permis de négocier les investitures du Nouveau Front populaire en position de force lors des législatives anticipées qui ont suivi, les bons résultats de la coalition au second tour leur ont tout de même permis d'envoyer 38 députés à l'Assemblée nationale.

Ainsi, le rapport de forces au sein de la gauche au niveau national ne s'avère pas à date particulièrement favorable aux Écologistes dans la perspective des élections de 2026 et les chances qu'il soit bouleversé à son issue est incertain.

Un contexte d'opinion peu favorable aux Écologistes

D'autant qu'un certain nombre d'obstacles pourraient également entraver les efforts des Écologistes, dans un contexte d'opinion peu favorable.

Une priorité accordée à la thématique environnementale en recul

Les préoccupations environnementales étant au cœur de l'ADN et des propositions des Écologistes, leurs succès électoraux dépendent en grande partie de l'intérêt des Français pour ces sujets. En 2020, dans la foulée des accords de Paris et des Marches pour le climat, l'agenda médiatique et les préoccupations environnementales étaient en leur faveur. La saillance de ces

enjeux a fortement faibli, à la faveur du retour des préoccupations économiques et sécuritaires. Alors qu'en mars 2019, l'environnement et le changement climatique étaient cités par 24% des Français comme l'un des deux principaux problèmes auxquels devait faire face leur pays, ce n'est plus désormais le cas que de 9% d'entre eux, selon les enquêtes Eurobaromètres réalisées par Verian pour la Commission européenne¹⁰. L'Observatoire des élections municipales Verian/Fondation Jean-Jaurès/L'Opinion révèle également que la protection de l'environnement est reléguée au cinquième rang des priorités des Français pour les municipales (citée par 19%), loin derrière la sécurité (45%) et la fiscalité locale (28%)¹¹.

En outre, l'environnement fait l'objet d'une polarisation croissante au sein de l'opinion. En contrepartie de son inscription durable dans les esprits, l'environnement est désormais abordé par de nombreux autres acteurs que les Écologistes (et ses alliés de gauche), y compris pour lui construire des oppositions sur des points de friction (modèle agricole, pouvoir d'achat, libertés individuelles...). Ce mouvement trouve également son pendant local avec l'opposition entre la végétalisation et les mobilités douces face aux problématiques de propreté des lieux publics et de circulation des voitures, qui ne manquera pas d'alimenter les débats sur les bilans des maires sortants écologistes.

Ce mouvement de conflictualité accru s'observe d'ailleurs sur la perception du parti écologiste lui-même. Pendant tout le cycle électoral 2017-2022, il avait bénéficié dans l'opinion d'une cote de popularité supérieure à celle des autres partis selon les données du baromètre politique Verian pour *Le Figaro Magazine* : entre 2018 et 2020, il est seul parti à dépasser les 40% d'opinions positives, atteignant même 63% en juin 2019, alors que le PS, LFI et Les Républicains plafonnent à 29%, La République en marche (LREM) à 40% et le Rassemblement national (RN) à 20%. Ce n'est désormais plus le cas : les Écologistes ont en effet rejoint un étiage plus classique, avec 25% de bonnes opinions à l'été 2025¹².

L'inconnue de la mobilisation électorale

Une dernière inconnue réside dans la mobilisation électorale, susceptible de remettre en question les équilibres de 2020. Cela représente un enjeu à double tranchant pour les Écologistes. Comme les autres scrutins, les élections municipales connaissent une tendance de fond de recul de la participation : aux premiers tours, celle-ci est ainsi passée de 78% en 1983 à 73% en 1989, 69% en 1995, 67% en 2001 et 2008, puis 64% en 2014. Le scrutin de 2020 fut en outre marqué par les circonstances très particulières liées à l'épidémie de Covid-19 : lors du premier tour le 15 mars (deux jours avant le début du confinement), seuls 45% des électeurs s'étaient déplacés et la participation fut encore plus faible (41%) lors du second tour organisé le 28 juin 2020.

Les municipales de 2026 s'annoncent en revanche plus mobilisatrices : à six mois de l'élection et alors que la plupart des candidatures ne sont pas stabilisées, 70% des Français se déclarent intéressés par l'échéance à venir et 60% affirment déjà qu'ils iront « très certainement » voter, selon l'Observatoire des élections municipales Verian/Fondation Jean-Jaurès/L'Opinion¹³. Ce regain de mobilisation – en fonction des forces politiques auxquelles il bénéficierait – pourrait fragiliser les positions des Écologistes.

À quelques mois des municipales, les Écologistes abordent le scrutin dans une position plus exposée qu'en 2020. La perte de villes emblématiques, telles que Lyon, pourrait lourdement affecter leur image nationale et leur influence au sein de la gauche. Pourtant, ce rendez-vous électoral offre aussi aux équipes sortantes une opportunité précieuse : celle de prouver, par l'action municipale, la pertinence et l'efficacité de leur projet écologique. Leur reconduction serait le signe d'un soutien populaire à des politiques locales ambitieuses, dans un contexte où les villes jouent un rôle central face aux défis du changement climatique.

Le point sur les grandes villes à enjeux

Ces réalités se déclineront de manière différente selon les contextes et configurations. Dans les villes de plus de 100 000 habitants, qui seront particulièrement scrutées, nous avons distingué plusieurs catégories de situations.

- **Dans les quelques villes gérées par les Écologistes sans le soutien du PS, comme Grenoble ou Strasbourg, les Écologistes – en tant que force autonome – disposent d'un électorat fidèle, mais peuvent être plus exposés à une majorité relative réduite**, d'autant plus si, en 2026, une opposition de la droite et du centre unie se constituait. En revanche, une reconduction viendrait appuyer la force politique des Écologistes. À **Besançon**, où le PS pourrait se retirer de la majorité menée par les Écologistes pour le scrutin de 2026, le même défi se pose.
- **Dans la majorité des villes gérées par EE-LV à la tête d'une large coalition de gauche de premier ou de second tour, l'enjeu de la reconduction est fort dans la mesure où ces municipalités ont fait l'objet d'une alternance en 2020**, gagnée de peu face à la droite. Si les conditions de l'union de la gauche se rompaient par rapport en 2026 ou si, à l'inverse, le centre et à la droite parvenaient davantage à s'unir, les fragiles équilibres pourraient rebasculer, comme à **Lyon, Bordeaux, Annecy** ou encore **Tours**. Notons que **la même**

incertitude vaut à l'inverse en 2026 pour des municipalités socialistes ou d'union de la gauche qui perdraient le soutien des écologistes, comme à **Nancy, Montpellier** ou **Marseille**. À **Paris** enfin, dans un contexte où Anne Hidalgo laisse place à une nouvelle tête de liste socialiste, les Écologistes peuvent bénéficier d'un espace supplémentaire, mais au risque de la division.

- **Dans les villes gérées par la gauche qui ne présentent pas de risque majeur de perte et où ils disposent d'une base électorale solide, les Écologistes pourraient vouloir disputer la domination aux socialistes, ou *a minima* chercher à peser davantage dans une majorité commune.** Ainsi, à **Lille**, ils avaient mené en 2020 une liste indépendante et s'étaient maintenus au second tour face aux socialistes, échouant à faire basculer la ville à moins d'un point près. Une situation similaire semble se dessiner pour 2026, à ceci près que, Martine Aubry ayant passé la main en cours de mandat, le nouveau maire dispose d'une prime au sortant plus faible. Dans d'autres villes socialistes, comme **Rouen, Rennes, Nantes** ou encore **Brest**, les Écologistes avaient obtenu en 2020 des scores importants au premier tour avant de fusionner avec les socialistes. Ils pourraient dès lors souhaiter monétiser plus fortement leur soutien, surtout si le choix de l'union est fait dès le premier tour.
- **Certaines villes gérées par la droite et regagnées par LR en 2020 présentent néanmoins un électorat dont la sociologie pourrait être favorable à la gauche et notamment aux Écologistes¹⁴.** À **Caen**, remportée dès le premier tour de très peu par le maire LR sortant, la gauche était partie divisée mais dispose d'un potentiel non négligeable (notamment les Écologistes) : cela pourrait pousser les forces de gauche à s'unir pour inscrire cette ville parmi leurs conquêtes. À **Metz**, une liste d'union portée par EE-LV a manqué la victoire en 2020 à 1% près au second tour. De même, à **Toulouse**, une liste d'union EE-LV et une liste PS avaient fusionné au second tour et manqué la victoire à 2% près. Ces deux villes sont donc à surveiller pour évaluer les conditions d'union derrière les Écologistes et une éventuelle bascule.

Crédit photo : Bastien André

1. Yolande Baldewick et Christine Ducros, « Strasbourg, la mosquée de la discorde », *Le Figaro*, 23 mars 2021.
2. En 2021, le conseil municipal de Strasbourg a rejeté une résolution en faveur de l'adoption de la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, au contraire de ce qu'avait décidé l'Assemblée nationale.
3. Enquête réalisée par l'Ifop pour Aimer Strasbourg auprès d'un échantillon de 614 personnes inscrites sur les listes électorales, extrait d'un échantillon de 826 personnes représentatif de Strasbourg âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée)

- après stratification par quartier. Les interviews ont été réalisées par téléphone du 29 août au 4 septembre 2025.
4. Robin Serradeil, « Bordeaux : pourquoi le nouveau maire écolo a décidé de supprimer les arbres de Noël dans la ville », *La Dépêche*, 11 septembre 2020.
 5. Jade Psychieras, « Bordeaux : la police municipale est désormais armée », *Ici*, 17 juillet 2025.
 6. Ont fait exception à l'union Lyon, où les socialistes ont finalement rallié les écologistes au second tour, ainsi que Grenoble et Strasbourg, où les écologistes ont gagné en concurrence avec une liste socialiste, restée ensuite dans l'opposition.
 7. Il est peu probable que les socialistes acceptent de céder leur mairie quand ils sont la force dominante à gauche – *a fortiori* sortante. Et les autres grandes villes de plus de 100 000 habitants – plus à droite sociologiquement – semblent hors d'atteinte électoralement.
 8. Lors des élections européennes de 2019 et 2024, les Écologistes ont ainsi obtenu en moyenne des scores assez similaires dans les villes de plus de 100 000 habitants et dans celles de 50 à 100 000 habitants.
 9. Enquête Verian réalisée pour *Mag2Lyon* auprès d'un échantillon de 816 personnes inscrites sur les listes électorales, issues d'un échantillon représentatif de 924 habitants de la ville de Lyon, âgés de 18 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas, appliquée au sexe, à l'âge, à la profession de l'interviewé et l'arrondissement de résidence. Enquête réalisée en *mix mode* (en ligne et par téléphone) du 17 septembre au 1^{er} octobre 2025.
 10. Enquêtes Eurobaromètres standard réalisées en face-à-face auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode aléatoire. Terrain réalisé en mars et avril 2025.
 11. Enquête réalisée en ligne par Verian pour *L'Opinion* et la Fondation Jean-Jaurès auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas du 12 au 16 septembre 2025. Pour aller plus loin : Stewart Chau, « Les Français et leur « commune passion » », *Fondation Jean-Jaurès*, 2 octobre 2025.
 12. Enquête réalisée en ligne par Verian pour *Le Figaro Magazine* auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas du 31 août au 2 septembre 2025.
 13. Stewart Chau, *op. cit.*
 14. Contrairement à des villes comme Angers, Toulon ou Reims, dont les maires de droite sont très implantés et largement réélus dès le premier tour ; ou bien à des villes où la gauche est structurellement faible, y compris lors d'autres scrutins comme les élections européennes, telles que Nice, Aix-en Provence ou Boulogne-Billancourt ; ou encore à des municipalités de droite où la dynamique structurelle de la gauche se déporte plus fortement sur LFI comme à Nîmes, Saint-Étienne, Mulhouse ou Argenteuil.